

« Sportculture 2020 » vecteur d'ambitions citoyennes



Engendrer les lieux du « vivre ensemble »

Lorsqu'ils ne disposaient pas d'un lieu du « vivre ensemble » tel qu'une Agora, Aristote disait des habitants d'une cité qu'ils étaient des « *non-civilisés* ». Conçus également sur le principe du « vivre ensemble », les forums romains accueillent des bâtiments politiques et des magasins ; on pouvait également y trouver une galerie d'art, une école, une bibliothèque, ...

C'est probablement avec la même volonté de « vivre ensemble » que plusieurs personnes et organisations, qualifiées d'« utopistes », ont imaginé dans le courant du 20^{ème} siècle les conditions d'une reconduction de la convivialité urbaine.

- Une convivialité que les contemporains de la République de Weimar en Allemagne ne discernaient plus et que l'école d'art du « Bauhaus » chercha à ré-initier avec les personnalités les plus avant-gardistes. Dans ce cadre, la section d'architecture et de planification imagina en 1932 une cité de 20 000 habitants, avec un espace central constitué de nombreux équipements culturels, sportifs et d'accompagnement. En complément des commerces, des jardins d'enfants et des crèches d'entreprises, il était prévu des terrains de sport, une piscine, des courts de tennis, ... qui devaient être à la disposition de tous les habitants, via des clubs organisateurs.
- Une convivialité que la collaboratrice de Le Corbusier, Charlotte Perriand, recherchait également dans un « art d'habiter » où l'homme devait vivre en harmonie avec son milieu. Dans son ouvrage « Une vie de création » (Ed. Odile Jacob), elle parle de l'aménagement de Chandigarh en ces termes : « *Je ne suis pas certaine que l'on doive parler de ségrégation lorsqu'on tient compte des particularismes des peuples pour concevoir les logis, les cellules familiales individuelles. Le pot commun se fait dans les services publics et les lieux collectifs, sportifs, culturels, à l'école, dans les lieux de rencontres, de brassage des communautés prévus globalement dans un urbanisme intégré, rendu obligatoire, construit et géré dès l'origine* ».
- Une convivialité que le gouvernement britannique a souhaité provoquer avec force en 1997. Convaincu de la nécessité de regrouper les arts et le sport pour développer une politique efficace dans des domaines comme la lutte contre l'exclusion sociale, il créa un ministère rassemblant les sports, la culture et la communication. Afin de tendre vers des objectifs tels que le développement communautaire et la lutte contre l'exclusion, le « *Department for Culture, Media and Sport* » s'est appuyé sur les analyses de bureaux d'études culturels et sur les travaux de consultants qui préconisaient pour la réussite des projets artistiques et sportifs, une définition d'objectifs communs et une adaptation aux contextes et aux situations locales. Un rapprochement des arts et du sport qui perdure aujourd'hui en Grande-Bretagne et qui aura également pour effet de coordonner avec succès la candidature de Londres aux jeux olympiques d'été de 2012 ; triste souvenir pour nous.

Même si une candidature française pour les J.O. de 2024 serait autrement plus légitime que les précédentes si elle pouvait s'appuyer sur un rapprochement du sport et de la culture au niveau gouvernemental (Cf. Rubrique « Sport et culture » du « Sportmag » de mars 2014), il n'en demeure pas moins que c'est encore une fois à partir du niveau territorial que devra se construire cette démarche vertueuse.

Afin d'ordonner une organisation de la ville qui intègre les ambitions légitimes des citoyens, les collectivités territoriales doivent aller au-delà de ce qui relève de leurs responsabilités régaliennes et imaginer un développement urbain qui fabrique des lieux du « vivre ensemble » à partir d'une intégration des « temps de vie des enfants » dans la cité. Ce qui nécessite d'opter pour une gestion commune de la coordination des pratiques culturelles et sportives dans chaque quartier.

Une possibilité qui devient une nécessité dans les quartiers sensibles et une obligation partout où se développent les discours ségrégatifs.

Une employabilité affichée

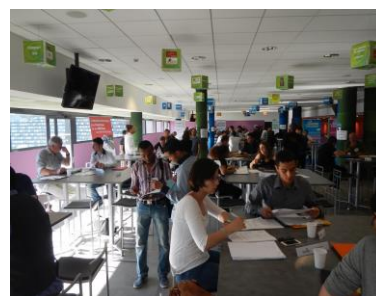
Le 10 avril dernier, le stade Yves-du-Manoir de Montpellier accueillait pour des activités rugbyistiques, non pas l'équipe 1^{ère} du Montpellier Hérault Rugby - MHR - mais des équipes hors du commun composées de chefs d'entreprises, de cadres et de jeunes demandeurs d'emploi. Durant les jeux de passes et les parties de « flag rugby », sport d'équipe sans contact qui consiste à marquer des essais sans se faire arracher les rubans attachés à la ceinture, les jeunes ont côtoyé des employeurs potentiels.

A l'issue des activités sportives, sous la houlette de la présidente Clare Hart, des entretiens individuels et personnalisés se sont déroulés entre ces jeunes et les responsables d'entreprises. Un évènement organisé pour la 9^{ème} fois par « Face Hérault », association à but non lucratif réunissant des entreprises membres de la Fondation Agir Contre l'Exclusion - FACE, en partenariat avec le MHR et en collaboration avec le service des sports de la ville, Hérault sport et l'UFOLEP.



Dans le cadre d'un engagement « Responsabilité Sociétale », l'objectif pour les responsables d'entreprises était de rencontrer plus directement des jeunes demandeurs d'emploi, de promouvoir leur entreprise auprès des habitants des zones prioritaire et de diversifier leurs recrutements ; mais également de rencontrer d'autres collaborateurs d'entreprises dans un cadre convivial.

Comme les années passées, l'objectif pour les jeunes chômeurs était de décrocher des emplois d'avenir, des contrats en alternance, des CDD, voire même des CDI. Parmi ces jeunes chômeurs, une jeune femme pratiquant la danse et jouant au football depuis plusieurs années, un danseur hip-hop organisateur d'événements de danse ayant acquis des compétences en gestion et en organisation, un réalisateur de documentaires culturels ayant également été animateur sportif auprès de jeunes footballeurs, ...



Au total, une quarantaine de jeunes qui ont pu démontrer, à travers des pratiques sportives et culturelles, leurs volontés, leurs engagements et leurs capacités.

Cette année encore, les trois quarts d'entre eux sont repartis avec un job.